

4 août 1789 : l'abolition des privilèges de la caste macronienne est chaque jour davantage nécessaire !

écrit par Christine Tasin | 4 août 2020



D'abord un petit rappel historique, parce qu'il faut se souvenir, parce qu'il faut fêter la nuit du 4 août, parce que sans cette nuit et la révolution qui va avec, le tiers-Etat serait toujours le seul, lui la classe la plus pauvre, sans avantages, sans privilèges, à payer l'impôt, la gabelle, à se farcir les corvées, à ne pouvoir devenir propriétaire, à ne pas avoir le droit de vote... bref à avoir un statut digne de celui des Chinois et autres esclaves d'Arabie saoudite actuelle.

Quoi qu'en pensent et disent les monarchistes, la révolution était inéluctable et nécessaire. Et ce n'est pas parce que des êtres immondes comme Macron ont pris le pouvoir en 2017 que l'on doit cracher sur 1789.

Abolition des privilèges et des droits féodaux

Dans la nuit du 4 août 1789, les députés de l'Assemblée nationale constituante, dans un bel élan d'unanimité, proclament l'abolition des droits féodaux et de divers privilèges. Ce moment de grande ferveur nationale s'inscrit parmi les grands événements mythiques de la Révolution française.

La Grande Peur

L'abolition des privilèges est la conséquence inopinée de la [prise de la Bastille](#). Dans les semaines qui suivent celle-ci, les paysans s'émeuvent. Ils craignent une réaction nobiliaire comme il s'en est déjà produit dans les décennies antérieures, avec la réactivation de vieux droits féodaux tombés en désuétude.

Une *Grande Peur* se répand dans les campagnes. En de nombreux endroits, les paysans s'arment sur la foi de rumeurs qui font état d'attaques de brigands ou de gens d'armes à la solde des «*aristocrates*». Le tocsin sonne aux églises des villages, propageant la panique.

Les députés qui siègent à Versailles s'en inquiètent. «*Le peuple cherche à secouer enfin un joug qui depuis tant de siècles pèse sur sa tête, s'exclame à l'Assemblée le duc d'Aiguillon, l'insurrection trouve son excuse dans les vexations dont il est la victime*».

Le 3 août, une centaine de députés, ardents partisans de la Révolution, se concertent sur la stratégie à adopter. Plusieurs sont originaires de Bretagne. C'est le «*Club breton*» (futur club des Jacobins). Ils prennent la résolution de détruire tous les privilèges des classes, des provinces, des villes et des corporations.

Euphorie patriotique

Le lendemain soir, à huit heures, l'Assemblée, passablement troublée, se réunit et disserte sur les moyens de rétablir

l'ordre. C'est alors que le duc d'Aiguillon (29 ans) propose d'offrir aux paysans de racheter les droits seigneuriaux à des conditions modérées. Ce libéral est aussi la deuxième fortune de France après le roi.

Le vicomte de Noailles, un cadet de famille sans fortune, surenchérit et propose d'en finir avec les droits seigneuriaux, «*restes odieux de la féodalité*» selon ses termes. Il suggère rien moins que d'«*abolir sans rachat*» les corvées seigneuriales et autres servitudes personnelles.

L'évêque de Chartres monte à la tribune et propose l'abolition des droits de chasse, ce qui ne lui coûte rien mais pèse sur les nobles. Le duc du Châtelet dit à ses voisins : «*L'évêque nous ôte la chasse ; je vais lui ôter ses dîmes*». Et, montant à la tribune, il suggère que les dîmes en nature (impôts payés à l'Église par les paysans) soient converties en redevances pécuniaires rachetables à volonté.

Là-dessus, voilà que sont attaqués les privilèges des provinces. Le mot *privilège* vient du latin et désigne une «*loi particulière*» : il fut longtemps synonyme de liberté. En effet, chaque fois qu'une nouvelle province était annexée, le roi promettait de respecter ses privilèges, c'est-à-dire ses libertés, les lois particulières traditionnelles, les coutumes et droits immémoriaux de ses habitants. C'est ainsi qu'au cours des siècles s'étaient imposés des droits garantissant les libertés locales.

Tout cela prend fin en cette nuit mémorable. Les représentants du Dauphiné, suivis par ceux de Bretagne et des autres *pays d'État*, provinces jouissant de privilèges, font don de ceux-ci à la Nation. Les représentants des villes font de même. Pour finir, un membre du Parlement de Paris proclame le renoncement à l'hérédité des offices (charges de magistrature).

Au milieu des applaudissements et des cris de joie, sont ainsi abattus les justices seigneuriales, les banalités, les

jurandes et les maîtrises, la vénalité des charges, les privilèges des provinces et des villes.

Une application mesurée

Passé le moment d'euphorie, les députés prennent le temps de réfléchir. Ils décident que seuls les droits féodaux pesant sur les personnes seront abolis sans indemnité d'aucune sorte.

L'avocat Adrien Duport, ardent député, rédige le texte final. Il est voté et publié le 11 août au soir. Avec lui disparaissent à jamais certains archaïsmes comme la corvée obligatoire, de même que des injustices criantes comme la dîme ecclésiastique, uniquement payée par les pauvres.

Certains autres droits féodaux, ceux pesant sur les terres comme les *cens* et les *champarts*, devront toutefois être rachetés. À cette seule condition, les paysans pourront devenir propriétaires de plein droit de leurs terres.

Sitôt connue, cette restriction suscite quelques désillusions dans les campagnes mais elle est abrogée quelques mois plus tard. L'ensemble des droits féodaux sera irrévocablement aboli sans contrepartie ni exception par le décret du 25 août 1792, quelques jours après la [chute de la monarchie](#).

https://www.herodote.net/4_aout_1789-evenement-17890804.php

Ensuite il nous appartient, en ces temps d'UE, de Macronisme, de dictature, de Covid... d'analyser et de démontrer qu'une autre nuit du 4 août devra arriver, tôt ou tard, pour préserver, précisément, les acquis datant de 1789.

C'est qu'ils ont restauré des privilèges inouis datant du

Moyen Âge.

-Ce ne sont plus des citoyens élus par leurs concitoyens qui font et disent la loi, mais des technocrates bruxellois. *A mort !* dirait, à juste titre, Robespierre !

-Ce ne sont plus des Voltaire, des Montesquieu et des Diderot qui réfléchissent, publient, dénoncent, pèsent pour réformer. Ce sont des marionnettes des politiques, des guignols, des Hanouna, des Bourdin, des Apathie, des Pujadas, des Morandini, des Ferrari, des Pulvar... j'en passe et des meilleurs, notamment dans la presse écrite, aux mains des gauchos et autres dégénérés. *A mort !* dirait, à juste titre, Robespierre !

-Ce ne sont plus des avocats comme Danton, issu de la bourgeoisie de robe et au talent prodigieux, comme Robespierre, lui aussi issu de la bourgeoisie de robe, lui aussi orateur et penseur extraordinaire, comme Saint-Just, ce tribun de génie, lui aussi simple clerc... qui ont montré par leur vie, par leurs engagements la maxime attribuée à Danton : *« il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée »*. Et oui, en ce temps-là on se battait pour la France...

Non, à présent ce ne sont que des écrivillons, des amoureux du pornographe comme le chantait Brassens, des stars du foot ou du cinéma qui prétendent détenir la vérité et participer à la rééducation du bon peuple de Gaulois réfractaires.

Et les journaloux de se précipiter pour interviewer une Béart bonne actrice mais de piètre intelligence, une Deneuve excellente elle aussi dans son art mais bien peu fine politiquement, un Omar Sy qui joue comme un pied mais se croit autorisé par ses succès de circonstance à dégueuler sur la France et les Français, jusqu'au quasi illettré et jaloux Ribéry et au raciste Thuram qui est censé faire découvrir Delacroix et profite de l'opportunité pour lui

cracher dessus. Comme sur la France.

<https://resistancerepublicaine.com/2018/01/17/le-grand-gourou-thuram-invite-tous-les-idiots-a-cracher-sur-delacroix/>

.
-Ils avaient Danton et Robespierre (réconcilions dans notre mémoire ces 2 monstres sacrés), on a Dupont-Moretti et Taubira.

0 tempora, 0 mores !

-Ils avaient Voltaire et Diderot, on a BHL et [Philippe Besson](#).

0 tempora, 0 mores !

-Ils avaient Olympe de Gouges et Madame de Staël, on a la bécasse Camélia Jordana et Leïla Slimani, franco-marocaine chargée par Macron de le représenter à la francophonie, jusqu'à ce qu'elle se fâche avec lui, lui reprochant de ne pas ouvrir encore davantage la France aux sans-papiers...

0 tempora, 0 mores !

.
Plus près de nous, où sont les Hugo, les Lamartine, les Zola, les Clémenceau ?

.
Sommes-nous en train de retourner aux âges obscurs, au Moyen Âge soumis au christianisme et à l'obscurantisme jusqu'à ce que la Renaissance, la science et les voyages éclairent, dans tous les sens du mot l'homme et lui fassent franchir, en 5 siècles, une révolution incroyable, avec l'école obligatoire, la fin du travail des enfants, des lois pour protéger les travailleurs, des aides sociales pour les indigents, la laïcité, la séparation de l'Église et de

l'Etat, des voyages en avion permettant de parcourir des milliers de km en quelques heures, la culture et la science à la portée de chacun, quelle que soit son origine, la possibilité pour le plus pauvre d'entre nous de devenir un Einstein ou un Molière ?

On peut le croire, le redouter, s'arracher les cheveux.

Le constat actuel est sans appel. Oui nous faisons du retro-pédalage, à tous les niveaux. Oui, notre civilisation est en train de mourir. Mais, en 1789, ils n'avaient pas plus de forces et de moyens que nous, au contraire. Pourtant ils y sont parvenus. Mais les Français d'en bas, les Gilets jaunes de l'époque, les Jacques ont osé donner de la voix et exiger le changement...

.

Que sont nos Gilets Jaunes et nos Jacques devenus que j'avais de si près tenus ?